

# La sécheresse ne cause pas la famine

Maïka Sondarjee

Number 791, July–August 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/85705ac>

[See table of contents](#)

---

**Publisher(s)**

Centre justice et foi

**ISSN**

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

**Cite this article**

Sondarjee, M. (2017). La sécheresse ne cause pas la famine. *Relations*, (791), 10–11.

réussiront finalement grâce au projet commercial et missionnaire de Québec avec Pont Gravé et Champlain, au début du XVII<sup>e</sup> siècle. Elle est portée en partie par un intense renouveau spirituel chez les catholiques français sommés, par leurs concitoyens « réformés », de retrouver une vive expérience personnelle du divin. Une élite de laïques et de religieux, que l'on appellera les dévots, se développe. Elle organisera la reconversion intérieure de la France et rêvera très tôt de convertir pareillement le monde « païen ». Champlain pourra installer une habitation à Québec grâce à une alliance conclue à Tadoussac en 1603 avec des leaders montagnais, etchemins et algonquins. Leurs ennemis iroquois deviendront forcément les siens.

Le projet de la Société de Notre-Dame de Montréal correspond à une troisième vague. Il est purement religieux. Il s'agit ni plus ni moins du rêve de développer une nouvelle Église, d'élargir aux Autochtones d'Amérique du Nord l'appartenance à la communion universelle des Saints répondant à l'appel évangélique. On exige des 40 volontaires venus fonder Ville-Marie une vie exemplaire qui, par elle-même, estime-t-on, suscitera l'adhésion des Autochtones qui s'installeront près d'eux.

Bien sûr, le rêve de Ville-Marie ne pouvait se réaliser comme tel. L'île était au point de jonction du trafic de la fourrure entre l'ouest autochtone et les Français de Québec. Les nomades n'avaient aucun intérêt à devenir agriculteurs et à perdre ainsi leur valeur pour les Canadiens avec qui ils commerçaient, ni les nations iroquoises du Sud à tolérer ce nouveau poste stratégique. Il faudra attendre la Grande Paix de 1701 pour qu'une entente soit signée et que Montréal finisse par devenir la ville-frontière où s'ancra le très vaste réseau continental des alliances économiques.

Regarder l'histoire sous cet angle peut encore nous inspirer. N'attendons-nous pas que de nos rêves provienne l'obligation d'agir? N'est-ce pas ce qui se passe chez les Autochtones eux-mêmes qui cherchent dans leurs traditions cet élan? Sans le savoir ou sans l'admettre, les ancêtres catholiques fondateurs de Montréal n'auront pas fait autre chose en obéissant à leur inspiration religieuse. Ils recher-

chaient – sous des symboles et des formes qui peuvent aujourd'hui nous être étrangers, comme ils l'étaient pour les Autochtones, mais qui peuvent en pointer d'autres qui nous sont propres – la force irrésistible de la puissance intérieure. À nous de tirer parti de l'énigme au creux de l'héritage montréalais. ©

## LA SÉCHERESSE NE CAUSE PAS LA FAMINE

*Les causes de la famine qui frappe des millions de personnes en Somalie sont avant tout politiques et économiques.*

**Maïka Sondarjee**

L'auteure, doctorante en science politique à l'Université de Toronto, est affiliée au Critical Center for Development Studies

Leur pays n'ayant reçu aucune pluie régulière depuis deux ans, plus de six millions de Somaliens sont aujourd'hui à risque de tomber dans l'insécurité alimentaire. Le bétail meurt faute d'eau, les puits se vident et les champs s'assèchent. Mais la sécheresse est-elle vraiment la cause de la famine?

Le climat d'insécurité qui règne en Somalie constitue un facteur non négligeable dans la crise actuelle, et ce, malgré le fait qu'Al-Shabaab, le groupe extrémiste associé à Al-Qaïda, y soit moins actif depuis quelques années. Ce dernier compte toujours quelque 9000 membres et contrôle encore certaines régions du sud et du centre du pays.

Durant la famine de 2010-2012, l'insécurité constante vécue par les travailleurs humanitaires avait ainsi mené plusieurs organismes d'aide à cesser leurs livraisons. Cette année, à la mi-avril, deux convois d'aide humanitaire ont été la cible d'attaques à la bombe à Mogadiscio, la capitale, selon un article du 20 avril du journal britannique *The Guardian*.

Les violences constantes et la pauvreté provoquent aussi des déplacements de population qui aggravent la crise somalienne. Des cas de maladies diarrhéiques



et de choléra ont déjà été enregistrés et les risques d'épidémies de paludisme, de rougeole, de fièvre typhoïde et de polio augmentent. La fin de la sécheresse, si elle avait lieu aujourd'hui, ne permettrait des récoltes viables que dans plusieurs mois et les problèmes de salubrité dans les camps de personnes déplacées perdureraient.

Cela dit, il faut rappeler que la crise alimentaire actuelle en Somalie est aussi liée à des problèmes d'ordre économique. Le prix du maïs, du sorgho et d'autres céréales monte en flèche, alors que celui du bétail baisse à cause des abattages forcés et de la mauvaise santé des animaux privés d'eau. Les petits producteurs de bétail, qui composent environ 50% de la population somalienne, n'ont donc plus les moyens de se procurer des denrées de base. Comme le résume bien le « Prix Nobel » d'économie Amartya Sen, la famine n'est pas due à un manque de nourriture lié à la sécheresse, mais au fait que certaines personnes n'ont pas assez à manger en raison, notamment, de leurs conditions socioéconomiques.

À cet égard, les réformes néolibérales imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale dans les années 1980 sont également en cause. La dévaluation du shilling somalien pour accroître les exportations et l'ouverture des frontières à la concurrence



Des villageois recevant des denrées distribuées par Action Aid à Sayla Bari, en Somalie, en mai dernier. Photo: PC/Joe Giddens

étrangère ont posé les assises de la crise actuelle et empiré l'état de l'agriculture dans le pays.

La Somalie est depuis fortement dépendante des importations de denrées alimentaires, fragilisant sa population face aux fluctuations des cours des marchés agricoles. Une recherche réalisée en 2011 à l'Université d'Ottawa démontre que l'importation de grains des pays subsahariens est passée de 3,72 millions de tonnes en 1974 (avant les réformes néolibérales) à 8,47 millions de tonnes en 1993. La libéralisation de l'économie a également augmenté les inégalités: les dirigeants d'entreprises étrangères se sont enrichis et les petits producteurs locaux

se sont appauvris. Les réformes d'austérité imposées par le FMI, dont des coupes majeures dans l'appareil étatique, ont par ailleurs fait chuter les salaires à moins de 3 \$ par mois dans le secteur public à la fin des années 1980.

Ces réformes ont également laissé en héritage une dette extérieure d'environ 5 milliards de dollars, représentant 80 % du PIB. Dans les conditions actuelles, la Somalie pourrait mettre encore 60 ans à rembourser cette dette, qui relève pour une bonne part d'arrangements (ou paiements en retard) accumulés alors que le dictateur Siad Barré, au pouvoir de 1968 à 1991, utilisait l'argent de manière clientéliste ou pour acheter des armes. L'annulation

ou la réduction de cette dette s'impose pour permettre à l'État somalien de reprendre le dessus et d'assumer sa responsabilité dans la gestion de la crise.

Car depuis le retrait forcé de Siad Barré, en 1991, l'incapacité institutionnelle de l'État somalien l'empêche de s'acquitter efficacement de ce rôle. Le gouvernement de Mohamed Abdullahi Mohamed, élu en février dernier, n'a qu'un budget de 250 millions de dollars pour gérer la crise, pour une population de 20 millions de personnes. En plus des problèmes de corruption et de mauvaise gouvernance, l'exil de bon nombre de Somaliens éduqués en quête d'une vie meilleure appauvrit encore plus le pays et la capacité de l'État de percevoir des taxes et impôts. Accuser la sécheresse d'être à la base de tous les maux est donc bien commode pour éviter de penser à la responsabilité de l'État somalien, mais aussi à celle des institutions financières internationales et des pays plus riches du Nord tels que les États-Unis. Ces derniers demandent aux pays du Sud d'ouvrir leurs frontières aux investissements directs étrangers, mais continuent de subventionner leurs propres producteurs agricoles. Cela crée une compétition déloyale et perpétue le sous-développement de certaines régions du monde.

Les famines ne sont donc pas de cause naturelle. Au-delà de l'aide humanitaire d'urgence, il faut revoir les règles du commerce et de l'aide internationale si l'on souhaite prévenir les crises humanitaires comme celle que traverse la Somalie. ☹